

3€

regards

SEPTEMBRE 2020



**VIVEMENT
2022...
OU PAS !**

Les Éditions Regards
242, boulevard Voltaire, 75011 Paris
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Pablo Pillaud-Vivien, Pierre Jacquemain,
Loïc Le Clerc, Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

**Directrice de la publication
et gérante**

Catherine Tricot

Photo de couverture CC

SOMMAIRE SEPTEMBRE

VIVEMENT 2022... OU PAS !

LA GAUCHE CORNÉRISÉE...

- ◆ **Covid-19 : la gauche doit gagner la bataille du récit**
- ◆ **Christian Paul : « Il faut des compromis offensifs à gauche »**
- ◆ **Rémi Lefebvre : « Mélenchon incarne une stabilité, une continuité et une présidentialité »**

... ET LES AUTRES À DROITE TOUTE !

- ◆ **Ils parlent d'ensauvagement et rien ne vous choque ?**
- ◆ **« On va de nouveau assister à une instrumentalisation des chiffres de la délinquance »**
- ◆ **Katia Dubreuil : « Avec Macron, il y a une régression de la place de la justice dans la démocratie »**



LA GAUCHE CORNÉRISÉE...

Covid-19 : la gauche doit gagner la bataille du récit

Alors que le jour d'après est sur toutes les lèvres, la bataille sur le sens de cet épisode épidémique et sur les développements du monde à venir est déjà à l'oeuvre.

Pour Hadrien Bortot, politiste et membre du Conseil National du PCF, la gauche est trop silencieuse pour relever ce défi, en faisant comme si la solidarité allait de soi en sortant de cette épreuve.

Le confinement est pour beaucoup une épreuve. Cet enfermement individuel mais synchronisé peut être source d'angoisses. C'est un accélérateur de solitude où chacun des contacts avec autrui et l'extérieur passe par la technologie. Téléphone, ordinateur, télévision sont devenus encore un peu plus notre seule fenêtre sur l'extérieur. Le risque est grand que demain, des barreaux y soient dressés. Tracking, surveillance généralisée, nous sommes au bord d'un précipice qui n'a rien d'une révolution virale. Pour autant, le discours de gauche sur les libertés publiques est bien peu actualisé.

Cette période provoque des comportements individuels qui forcent au repli sur soi et sur sa sphère privée, en rédui-

sant le champs des interactions sociales et en augmentant la segmentation du regard, de plus en plus canalisé par les réseaux sociaux, la télévision et tout ce qui nous concentre sur du déjà vu et du déjà connu. L'épidémie nous fait également déployer des mécanismes de survie, actualisés par les films à scénario catastrophe et de nombreux développements de la pop culture autour de la fin du monde : de l'accumulation compulsive des premiers jours à la fuite de celles et ceux qui le peuvent vers des lieux où passer un confinement plus doux. Nous avons vécu une stigmatisation de l'ensemble de ces comportements qui ont été très vite la cible de reproche gouvernementaux et médiatiques, pour susciter la division entre les confinés.e.s.

QUI CROIRE ?

Dans cette période, les médias et la communication qui font d'ordinaire notre quotidien prennent une place de plus en plus grande dans la construction de notre manière de percevoir l'extérieur, tant et si bien que notre rapport à la réalité ne passe plus par les faits, mais par ce qu'on nous dit des faits. Ce monde où l'expérience n'a plus sa place met en scène fake news et hyper communication gouvernementale. Comment vérifier ? Qui croire ? Les quartiers de Marseille et de Seine-Saint-Denis sont-ils les ruches qu'on nous décrit ? La rue Montorgueil est-elle pleine de promeneurs ? Le personnel soignant a-t-il assez de masques et de sur-blouses comme l'affirme le Ministre de la santé ? Nous n'avons plus les moyens de construire un rapport sain et équilibré au réel, nous sommes enfermés dans l'incertitude et dans une lutte des discours anxiogènes. C'est un monde étrange qui se déploie sous nos yeux dans ce contexte du chacun chez soi. La surveillance et la limitation des déplacements, tout comme l'auto-autorisation de sortie construisent une société policée où chacune et chacun est responsable d'abord devant lui-même de la santé collective, et ensuite devant la loi. La pression morale et politique incombe à l'individu vecteur de l'épidémie, nous sommes toutes et tous appelé.e.s à nous considérer comme des soldats pris dans une guerre avec ses héros, ses planqués, ses victimes.

LES HÉROS D'AUJOURD'HUI L'ÉTAIENT DÉJÀ HIER

Ce monde de silence, de masques, de précautions dissimule les oppressions qui se poursuivent : les violences sexistes qui explosent, l'engrenage d'un racisme structurel allant des contrôles de police abusifs à la stigmatisation télévisuelle des quartiers populaires qui ne respecteraient pas le confinement, l'exploitation capitaliste séparant les cadres bien confinés d'un prolétariat exposé à tous les risques pour remplir souvent des missions qui n'ont d'essentiel que le gain économique.

Et puis dehors, il y a le monstre. Cette maladie quasi mythique, hydre au nombre incalculable de têtes, dragon qui terrorise le monde entier, auquel font face les soignant.e.s et toutes celles et tous ceux qui concourent au bien-être collectif. Ils et elles sont les héros et les héroïnes désigné.e.s par les médias et les politiques alors qu'hier ils étaient largement ignoré.e.s. Gilets jaunes, grévistes de l'hôpital public, mobilisé.e.s des Ephad, manifestantes et manifestants pour une autre réforme des retraites, toutes et tous ont été méprisé.e.s par le pouvoir qui ne se montre aujourd'hui capable que d'une reconnaissance individualiste par la mobilisation de clichés sur l'héroïsme. Où étaient passée cette reconnaissance quand depuis des mois ces mêmes héros et héroïnes demandaient une revalorisation de leur travail et de la considération qui leur est due ?

NE PAS SE CONTENTER DE VAINES PAROLES

Alors, il s'agit peut être d'un moment formidable qui permettra à chacune et à chacun de prendre conscience de ce qui nous est essentiel et donc de ce qui devrait nous être commun. Cela pourrait également permettre de mettre en lumière celles et ceux qui prennent soins du collectif. N'oublions pas cependant que des discours similaires ont déjà été tenus au lendemain des attentats de 2015 sur la mobilisation exemplaire du personnel soignant. Soyons sans naïveté, nous n'apprenons pas des crises. Cette crise sanitaire n'est pas différente de la crise écologique dont nous avons conscience depuis plus de 20 ans. Nous avons pêché par la même non prise en compte du risque, par le même recours au marché pour vaincre la crise, et par la même absence de réaction construite collectivement. Demain, certain.e.s feront la promotion de l'adaptation au risque sanitaire, sans s'attaquer aux causes (mondialisation, faiblesse des structures de santé, défaut de protection sociale dans de nombreux pays), et nous vendrons des solutions inadaptées : régime d'assurances privées, privatisation de la santé pour créer des hôpitaux basé sur des fondations formidables outils de défiscalisation, un nouveau régime d'exception sanitaire permettant la limitation des libertés publiques pour lutter contre la propagation des épidémies.


ENTRE SIDÉRATION ET SOLIDARITÉ

La bataille qui doit nous animer est de réussir à influencer sur la lecture de ce nouveau mythe collectif pour contrer ces plans. L'épidémie ne fait aujourd'hui qu'exacerber les traits de l'individualisme contemporain et de la société qui l'accompagne. Il pourrait demain servir l'expansion d'un néolibéralisme encore plus prédateur et s'accordant à merveille d'une société de contrôle, ayant mis la technologie au service d'une surveillance généralisée. L'extrême droite européenne ne s'y est pas trompée, de Salvini à Le Pen, elle a déjà tracé les lignes du monde d'après, mise au pas de l'Union européenne comme outil des nationalismes européens, fermeture des frontières, stigmatisation des étrangers et des populations issues de l'immigration.

Nous nous trouvons dans cette tension entre la sidération et la solidarité, entre de nouveaux moyens pour l'hôpital public et la généralisation du tracking (technique qui vise à suivre les déplacements des citoyen.ne.s par leur téléphone portable), entre les applaudissements aux fenêtres les soirs à 20h et la loi d'urgence sanitaire qui vient porter un coup sans précédent au droit du travail.

LE MONDE D'APRÈS NE VA PAS DE SOI

Cette épidémie ne nous débarrassera pas du capitalisme, le monde d'après ne



va pas de soi. Construire un monde plus juste qui soit libéré des oppressions où l'humain serait au centre de l'attention passera par la bataille du récit et de l'unité dans le combat émancipateur. Il ne s'agit pas seulement que séparément chaque chapelle de gauche intègre dans son logiciel la question du soin. Comme pour la lutte contre le péril écologique, les intérêts capitalistes liés à la mondialisation et le rapport de force trop déséquilibré doit conduire à un combat commun.

Cette crise et le mythe qui l'accompagne pourraient nous mettre face à un précipice immense si la gauche ne se lance pas dans cette bataille. Déconstruire, inventer, rassembler doivent être les maîtres mots de la période à venir. En effet, si celles et ceux qui croient au progrès et à la possibilité d'un monde construit sur de nouvelles bases n'œuvrent pas ensemble, nous nous exposons au déploiement d'une stratégie du choc, glaçante et implacable, emportant droit du travail, mécanismes de solidarités et libertés publiques.

● **HADRIEN BORTOT**

Christian Paul :

« Il faut des compromis offensifs à gauche »

Début septembre, la deuxième édition du Festival des Idées se tenait à La Charité-sur-Loire. Christian Paul, ancien député socialiste et cofondateur du festival, est l'invité de #LaMidinale.

SUR LIONEL JOSPIN

« Je suis heureux qu'il y ait des voix publiques qui s'élèvent pour y voir clair. Mais pour y voir clair pour l'avenir il faut aussi exercer le droit d'inventaire. »

« Je ne suis pas de ceux qui ont considéré que le quinquennat Jospin avait opéré un sans faute. C'est probablement le dernier moment où la gauche a pu réaliser de grandes et belles choses. Mais nous avons sans doute laissé passer la montée de la précarité et sous estimé les effets dévastateurs de la mondialisation économique, ultra-libérale. »

« Je n'approuve pas l'inversion du calendrier électoral qui accentue la présidentialisation. »

« Jospin n'a pas cédé à cette première étape de la dérive social-libérale qui avait

été opérée par de nombreux autres gouvernements européens. »

SUR LE FESTIVAL DES IDÉES

« Le Festival des idées est d'abord une université citoyenne. Les partis politiques sont invités mais ne sont pas invitants. »

« Nous n'avons pas vocation à régler tous les problèmes des gauches et des écologistes dans la construction d'une coalition politique. Nous pouvons y aider si nous aidons à ce que la coalition des idées prépare la coalition des forces politiques. »

« La gauche plurielle de Lionel Jospin ou l'union de la gauche de François Mitterrand sont des concepts politiques très situés dans l'histoire. Il s'agit de concepts construits autour du Parti socialiste. »

« Ce qui aujourd'hui est d'une actualité absolue, est d'une tout autre nature : c'est la construction d'une coalition, d'une maison commune qui permette de préparer l'élection présidentielle de manière rassemblée. »

« L'unité n'est pas un projet (...) mais il y a suffisamment de communs, qu'on peut indiquer à quoi peut servir l'unité. »

SUR LA TENTATION HÉGÉMONIQUE À GAUCHE

« Chaque fois que j'entends les leaders politiques parler de centralité ou d'hégémonie, je constate qu'aucun n'a aujourd'hui vocation à une centralité ou à une hégémonie. »

« Aussi longtemps qu'il y aura une compétition pour l'hégémonie ou la centralité, il y aura une impuissance collective et des blocages qui sont, au fond, assez dérisoires. »

SUR LA STRATÉGIE À GAUCHE

« Il faut enrichir la stratégie. Le huit clos des partis politiques est mortifère. Les partis politiques, tels qu'ils sont organisés, ne sont pas en capacité d'écouter les citoyens et de les entendre. »

« Le travail d'écoute sérieux des citoyens, qui doit être le préalable à toute politique, doit être fait. »

« Les partis sont profondément dévitalisés par rapport à ce qu'ils ont été dans l'histoire. Ça vaut pour le parti socialiste que je connais de l'intérieur. Les écologistes sont une force montante mais, ils l'avouent eux-mêmes, encore faiblement

organisée. Et Jean-Luc Mélenchon, au moins jusqu'à ces derniers mois, était plus constitué comme une forteresse assiégée que comme un grand mouvement très ouvert. »

SUR JEAN-LUC MÉLENCHON, CANDIDAT COMMUN

« La question est de savoir si nous décidons collectivement de créer les conditions d'une candidature commune. »

« À ce stade, ni Jean-Luc Mélenchon ni d'autres n'ont vocation à se proclamer. Qu'ils déclarent leurs intentions est légitime. Nous serons très nombreux qui, dans un cadre à créer, puissent examiner ces candidatures. »

« Il va falloir trouver une façon d'avancer vers une candidature commune. »

SUR LES DÉSACCORDS DE FOND À GAUCHE

« Les désaccords ne sont pas insupportables dès lors que l'on fait un patient travail de rapprochement et de construction d'une coalition. »

« Si Biden et Sanders ont réussi à le faire aux Etats-Unis, ça doit être possible pour les gauches, les écologistes et les citoyens organisés, de le faire. »

« Si j'avais à désigner trois façons d'agir dans cette rentrée pour fabriquer un programme d'intérêt général et de gouvernement - le programme d'une belle coalition : des initiatives programmatiques du côté des syndicats et des ONG s'acheminant ; des initiatives citoyennes qui ont germé pendant le confinement et qui se consolident ; et puis il faut aussi que depuis les

partis politiques, des responsables, des militants, des experts travaillent ensemble sur les cinq ou six grands chantiers. »

« Il faut des compromis offensifs à gauche. »

« Ce qui a tué le quinquennat précédent, c'est l'absence d'ambition de transformation sociale et d'avoir cédé à l'infléchissement libéral - comme le dit Lionel Jospin. »

SUR L'ÉDITION 2021 DU FESTIVAL

« Il y aura, si l'équipe bénévole du festival s'en donne les moyens, une troisième édition du Festival des idées. »

« J'aimerais qu'à ce moment-là [avant la prochaine édition du festival], la question de la candidature commune soit tranchée. »

« Si nous pouvons d'ici l'été prochain avoir un candidat commun, nous aurons rendu service. »

● **ENTRETIEN PAR PIERRE JACQUEMAIN**

Rémi Lefebvre :

« Mélenchon incarne une stabilité, une continuité et une présidentialité »

Beaucoup d'appels et de tribunes circulent à gauche et chez les écologistes depuis quelques semaines. La crise sanitaire et politique peut-elle favoriser, à gauche, l'émergence d'une alternative politique ? Rémi Lefebvre, professeur de sciences politiques, est l'invité de #LaMidinale.

SUR LE CONTEXTE ET LES ALTERNATIVES POSSIBLES

« On a vécu une période inédite donc il n'y a pas vraiment de règle que l'on pourrait appliquer historiquement sur les conséquences politiques de ce type de pandémie. »

« Le diagnostic de la crise s'est orienté vers la mise en cause du système et des dérives du système libéral. Reste à savoir si ce diagnostic sera partagé dans la société - ce qui n'est pas du tout sûr. »

« Idéologiquement, il y a une fenêtre d'opportunités pour la gauche de contrer l'idéologie dominante et libérale qui est enracinée dans la société - même si elle est très contestée. »

« Cette période post-crise peut ouvrir du possible mais elle peut aussi ouvrir le pire. »

« Je ne suis pas sûr que la crise ouvre une espèce de reviviscence du clivage

gauche/droite - mais une reconflictualisation peut-être. »

« La critique des élites peut être un ferment de politisation de la crise mais par forcément du clivage latéral gauche/droite. »

« On peut penser que cette crise va faire le jeu des populismes - même si je n'aime pas trop l'expression. La France insoumise veut s'appuyer sur cette crise et - même si je ne les mets pas en parallèle - Marine Le Pen va rebondir sur cette crise parce qu'elle caractérise la faillite des élites. L'extrême droite va prospérer avec l'imaginaire complotiste qui va derrière. »

SUR LES APPELS ET AUTRES TRIBUNES À GAUCHE

« Il y a eu une petite dizaine de tribunes et d'appels ces derniers jours. »

« L'appel des 150 personnalité de gauche d'aujourd'hui est très très œcu-

ménique. »

« Toutes les initiatives qui visent à éclipser ce qui est figé sont intéressantes. »

« Ce qui manque dans ces initiatives, c'est une méthodologie. Elles sont parfois incantatoires. »

« Ce qui est intéressant, c'est d'identifier les points de convergences et de divergences. Tout ça demande à être très précis. Ça demande des garants et des méthodes. Pour le moment, tout ça reste assez vague. »

« Il y a une accélération du calendrier : on va être très vite dans la présidentielle. »

« Il y a un certain nombre d'acteurs de la société civile qui se disent que c'est maintenant qu'il faut agir parce qu'après, il sera trop tard. »

« Les acteurs de la société civile pensent que si la pression sur les appareils politiques n'est pas externe, rien ne va se passer. Tout ça a été accéléré avec la pandémie. »

« L'un des effets du confinement, c'est que le temps politique s'est arrêté et qu'ils se sont mis à réfléchir. »

SUR LA BATAILLE DU LEADERSHIP À GAUCHE

« La question du leadership est très largement sous-jacente. »

« La question de l'incarnation est omniprésente. »

« Depuis les dernières élections européennes, les écologistes estiment avoir pris l'ascendant. Et de son côté, la France insoumise n'a pas renoncé à vouloir renoncer d'incarner le changement. »

« On a très bien vu ces derniers jours,

dans l'attitude de Jean-Luc Mélenchon, qu'il est candidat à la prochaine élection présidentielle. Il n'y a pas l'ombre d'un doute. »

« Mélenchon a changé de méthode : il est moins conflictuel et veut apparaître plus respectable. »

« Pour Yannick Jadot, c'est plus compliqué parce qu'il y a Nicolas Hulot et qu'il est moins reconnu par son organisation. »

SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

« D'un côté, on a eu des expériences intéressantes, localement, de dépassement des affiliations partisans (...) avec des alliances à géométries variables qui peuvent être des laboratoires d'union de la gauche et, d'un autre côté, les élections municipales pour les partis, c'est très important parce que c'est les places et le financement. »

« Les partis politiques cherchent à être pragmatiques. C'est leur survie qui est en jeu. »

« Il faut une décomposition, peut-être une explosion du système politique, et ce n'est pas les municipales qui vont le favoriser. »

« Le faux premier tour des municipales aura peut-être servi de primaire dans certains endroits pour qu'il y ait une offre politique différente si on retourne au premier tour. »

« Il pourrait y avoir de nouvelles listes de premier tour ne serait-ce que parce que certaines listes n'auront pas les ressources financières suffisantes pour repartir en campagne au premier tour. »

SUR LE PARTI SOCIALISTE

« Le PS au premier tour des municipales a réalisé plutôt des bons scores. »

« Le PS a été très ouvert sur l'union de la gauche. »

« Le PS est plus à gauche que ces derniers mois. Le centre de gravité du PS s'est déplacé vers la gauche. »

« Le temps politique a acté le déclassement du PS. Plus personne ne parle du PS comme un acteur de la prochaine campagne présidentielle. »

« Je ne suis pas sûr que le PS joue un rôle majeur dans la prochaine présidentielle et je suis même convaincu de l'inverse. »

SUR JEAN-LUC MÉLENCHON

« Jean-Luc Mélenchon a un gros avantage : il est incontesté dans son camp avec un programme qui apparaît encore actuel. Tous les autres ont un problème de leadership. »

« Soit la gauche non mélenchoniste arrive à s'organiser et faire pression en exerçant une vraie concurrence sur Jean-Luc Mélenchon, soit Jean-Luc Mélenchon apparaîtra comme le pôle de stabilité à gauche. »

« Mélenchon incarne une stabilité, une continuité et une présidentialité. »

« La carrière de Mélenchon est un yoyo, elle rebondit tout le temps. Il peut rebondir parce qu'il a beaucoup d'atouts dans son jeu. »

SUR LE RETOUR À GAUCHE DE LA SOUVERAINETÉ, DE L'INDÉPENDANCE, DU PROTECTIONNISME

« Il y a un débat intéressant sur le libre

échange et le commerce international. »

« Je suis sûr que la question du tourisme, des échanges internationaux, de la relocalisation de la production va faire souche dans le champ politique. »

« Il peut y avoir autour de ces questions, de relocalisation notamment, un élément de la reconfiguration idéologique à gauche. »

● ENTRETIEN PAR PIERRE JACQUEMAIN ET PABLO PILLAUD-VIVIEN



**... ET
LES AUTRES
À DROITE
TOUTE !**

Ils parlent d'ensauvagement et rien ne vous choque ?

S'il puise, historiquement, dans le champ lexical de l'extrême droite, le terme « ensauvagement » est aujourd'hui sereinement repris par une large partie du champ politique. Au risque, encore et encore, de banaliser les idées les plus abjectes.

Ensauvagement. C'est le mot de cette rentrée. Après une crise majeure, planétaire, totale comme celle du Covid-19, il n'est donc pas question de santé, du système hospitalier en perdition, du système économique mondial destructeur, ni de notre rapport suicidaire à la nature. Non, l'exécutif et sa majorité ont pris la porte au fond à droite – à droite toute – pour nous parler d'insécurité, d'identité.

Ensauvagement. Car, voyez-vous, « a France est malade de son insécurité », nous explique Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur. Qu'importe les faits, les chiffres, qui montrent tous une stabilité de la violence de la société de-

puis quinze ans. La vérité n'importe pas à ces gens-là. C'est le vraisemblable qui prime – regardez donc le traitement du clip de rap à Grenoble où l'Intérieur a mis le paquet pour soi-disant lutter contre les trafiquants de drogue, allant jusqu'à mettre en garde à vue le rappeur. Pendant que Marlène Schiappa assume les mots de son ministre de tutelle, la droite extrême se félicite. Ils ont gagné la bataille idéologique. Ceux-là même qui ont été élus pour leur faire « barrage » se roulent dans leur fange avec allégresse.

S'il est un ensauvagement dans notre société, c'est celui-ci. Celui d'Emmanuel Macron (et de sa clique) qui, un

jour, donne une grande interview à Valeurs actuelles et, un autre jour, s'indigne de voir ce journal représenter la députée LFI Danièle Obono en esclave. Celui d'une « grande » journaliste du Figaro qui, pour feindre de ne pas comprendre le racisme de cette histoire, évoque le film « La planète des singes »...

La chaîne d'info LCI a dû réagir fermement : « Cet excès de « Valeurs actuelles » contrevient à notre ligne et à nos valeurs. Il ne sera plus chroniqueur sur LCI ». « Il », c'est Geoffroy Lejeune, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire d'extrême droite. Il n'est jamais trop tard pour découvrir que le feu brûle. Mais le faire avec hypocrisie est un jeu dangereux. Si LCI flirte doucement avec cette idéologie nauséabonde – ils viennent de recruter Caroline Fourest et Alain Finkielkraut –, ça n'est que pour tenter de rattraper son concurrent CNews, lequel se rêve en FOX News à la française. Pascal Praud, le présentateur star de CNews, qualifie de « soumission » l'éviction de Geoffroy Lejeune par LCI. Soumission via-à-vis « des minorités qui réclament des têtes et déboulonnent des statues ». Le message est clair : il faut choisir son camp. CNews a choisi l'extrême droite.

Éric Zemmour, le maître à penser d'une large partie de l'extrême droite française, la superstar idéologique de cette mouvance, passe ses journées à déblatérer ses inepties sur CNews. Chaque jour avec lui est une incitation

à la haine raciale. Mais qu'importe ! Il fait de l'audience. Il peut déclamer l'une des célèbres fausses citations de Churchill créées par la propagande de Goebbels, tout le monde s'en fout. Par contre, que la France soit un des derniers pays à renommer le livre Dix petits nègres d'Agatha Christie, en voilà un débat de société. Quel rapport avec la liberté d'expression ou le politiquement correct ? Il s'agit-là de la volonté de l'autrice en 1940 ! Cela n'inquiète personne que l'on s'écharpe pour pouvoir utiliser le mot « nègre » en 2020 ? Cet ensauvagement raciste n'est donc que normal ?

VOUS AVEZ DIT « DÉDIABOLISATION » DU RN ?

La réponse à la dernière question semble être « oui ». L'extrême droite a souhaité se normaliser et, par le truchement médiatique, elle y est parvenue. Enfin, si l'on conserve bien à leur place les œillères que Marine Le Pen et compagnie nous ont données.

Le Rassemblement national est un parti comme les autres ? Dédiabolisé ? Même plus un parti d'extrême droite ? Mais alors comment qualifier ce moment où un assistant parlementaire – celui de Nicolas Bay en l'occurrence – se grime en juif ? Un dérapage ? C'est que si on cherche un peu, on en trouve pas mal des « dérapages » antisémites au RN – ici par exemple. Pire encore, quand un ancien candidat du

parti – et fan d'Éric Zemmour – prend une arme, blesse plusieurs personnes dans la mosquée de Bayonne et tente de l'incendier, cela passe crème dans la société. Pas de polémique sur la radicalisation de l'extrême droite. Pas d'amalgame surtout !

Dernier exemple pour la route. Thierry Veyrier, délégué départemental adjoint du Rassemblement National dans le Val-de-Marne. Celui-ci peut menacer de pendre un syndicaliste ou de tondre « à la libération » Assa Traoré. Il faut attendre que l'affaire fasse polémique dans les médias pour que le RN réagisse. Et ce désormais ex-membre du RN se revendique de De Gaulle !

Au fond, l'ensauvagement de la droite est si profond qu'on ne sait où il s'arrêtera. Pendant que des étudiants se font agresser par des fachos à Nice, à Paris, la préfecture fait fermer un bar antifa au reproche d'une incursion violente de militants d'extrême droite en juin dernier. Qui protège qui ? ● **LOÏC LE CLERC**

« On va de nouveau assister à une instrumentalisation des chiffres de la délinquance »

Après avoir parlé d'ensauvagement, le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin annonce qu'il va rendre publics les chiffres de la délinquance tous les mois. Une stratégie à la Sarkozy qui pose un grand nombre de questions quant à notre rapport à la réalité.

Laurent Mucchielli est sociologue, directeur de recherches au CNRS. Il vient de sortir aux éditions Fayard La France telle qu'elle est.

Regards. Quand vous voyez le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin parler d'« ensauvagement » de la société pour évoquer la hausse de la délinquance, qu'est-ce que cela vous fait ?

Laurent Mucchielli. Ça me donne une forte impression de déjà-vu. Ça fait 23 ans que je suis entré au CNRS, dans un laboratoire spécialisé sur ces questions de délinquance-police-justice, et je n'ai

cessé de voir régulièrement dans le débat public des alertes sur le mode « l'insécurité est de plus en plus forte, la violence augmente, les chiffres explosent, les jeunes sont de pire en pire, etc. ». Avec parfois, en plus, la petite pointe d'extrême droite qui consiste à dire que c'est la faute des immigrés. C'est à ça que renvoie le mot « ensauvagement ». Qui sont les sauvages ? C'est la question qu'il faut se poser. C'est du Éric Zemmour en plus soft, puisque les sauvages, ce sont évidemment les Arabes et les Noirs. Ce terme a été repopularisé en 2013, dans un livre intitulé La France orange mécanique, rédigé par un jeune

journaliste d'extrême droite caché sous un pseudonyme, préfacé par un intellectuel au passé d'extrême droite, également sous pseudonyme. Ce livre était à la Une du site internet du Front national et Marine Le Pen recommandait sa lecture à tous. C'est pour ça qu'il est extrêmement critiquable de voir un ministre, quel qu'il soit, reprendre ce vocabulaire d'extrême droite.

Gérald Darmanin a annoncé qu'il allait rendre publics les chiffres de la délinquance tous les mois. Qu'en dites-vous ?

Dénoncer l'insécurité pour mieux se poser en rempart, c'est une stratégie politique archi-classique. C'était déjà celle de Nicolas Sarkozy et il est clair que Gérald Darmanin ne fait que le copier. On va de nouveau assister à une instrumentalisation des chiffres. Ce qui, là aussi, est du déjà-vu et du copycat de Nicolas Sarkozy qui avait construit toute sa stratégie sur la communication des statistiques. C'est d'autant plus agaçant qu'il y a une longue histoire de polémiques autour des chiffres. En 2001, Lionel Jospin avait confié à deux parlementaires le soin de réfléchir à cette question des statistiques de la délinquance et de proposer une solution pour qu'on arrête leur instrumentalisation et qu'on puisse avoir quelque chose de fiable et régulier. Ils ont proposé la création d'un observatoire indépendant qui contrôlerait et diffuserait ces statistiques. Il en est résulté un projet que Nicolas Sarkozy a instru-

mentalisé en 2002, en mettant en place une communication mensuel destinée à montrer que sa seule force de caractère permettait de faire reculer la délinquance. Il y a eu toute une série de trafic autour des chiffres pour que, comme par magie, les objectifs demandés aux gendarmes et aux policiers en début d'année correspondent aux chiffres données en fin d'année. C'est écrit noir sur blanc dans un rapport de l'inspection générale de l'administration. Par la suite, sous Hollande, un service statistique a été recréé au ministère de l'Intérieur – Interstats – qui publie tout le temps des analyses sur les statistiques de police et de gendarmerie et des analyses sur les enquêtes en population générale. Par ailleurs, il existe toujours un Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales. Ces choses existent déjà, donc quand Gérald Darmanin dit qu'il va enfin diffuser les chiffres, c'est du bla-bla. Soit on donne du détail sur ce qui ne va pas et qu'il faut changer, soit on ne fait que parler à la télévision. J'ai peur que Gérald Darmanin ne soit que dans la posture, la com'.

Dans toutes vos recherches, vous avez constaté que la violence n'augmente pas dans la société, contrairement à ce que porte le discours politique ambiant...

Je l'ai montré depuis longtemps, et je ne suis pas le seul. La chose fondamentale qu'il faut comprendre, c'est la différence de nature qui existe entre

les statistiques de police et de gendarmerie et les enquêtes en population générale. Ces enquêtes, c'est le même principe que le sondage sur un échantillon représentatif de la population où l'on demande aux sondés s'ils ont été victimes d'une agression, d'un vol, etc. On appelle ça des enquêtes de victimation. La première de ces enquêtes a été faite en 1984, puis repris par l'INSEE au milieu des années 90. Depuis cette époque, on a des enquêtes annuelles, ce qui permet de faire une mise en série. Quand on regarde ça, le résultat majeur qui en sort est que, pour les violences « sérieuses » – qui ont eu une conséquence médicale, physique ou psychologique, et donné lieu à des jours d'interruption temporaire de travail –, l'allure générale de la courbe est à la stabilité parfaite. Le constat qu'on fait tous dans la recherche depuis une vingtaine d'années, c'est que ces enquêtes montrent un phénomène globalement stable, là où les statistiques de police et de gendarmerie – qui enregistrent les procès-verbaux – ont des évolutions différentes. Le principal mécanisme qui joue sur ces évolutions, c'est la judiciarisation. Exemple : fin 2017-début 2018, l'espace public est marqué par l'affaire Weinstein, le mouvement #MeToo, on assiste dans les statistiques de police et de gendarmerie à une augmentation très forte des agressions sexuelles. Mais ça n'est pas la réalité qui tout d'un coup est plus forte, c'est la dénonciation, c'est la plainte qui augmente. De la

même manière, quand on change la loi, ça impacte les statistiques de police et de gendarmerie, pas la réalité. Ce sont ces phénomènes qui jouent un rôle majeur dans l'augmentation apparente des statistiques de l'administration. Chez les majeurs, ce sont surtout les violences conjugales qui augmentent depuis des années, et chez les mineurs ce sont les violences scolaires, parce qu'elles sont plus dénoncées, mais pas nouvelles dans la réalité. Autre phénomène, concernant les drogues par exemple, ce ne sont pas les plaintes qui augmentent mais l'action policière qui joue. Concrètement, si on décide de mettre le paquet sur le trafic de drogues, on va faire plus d'enquêtes et donc produire plus de chiffres. Ici les chiffres ne mesurent donc pas la réalité mais simplement l'intensité de l'action policière.

La manipulation opérée par Gérard Darmanin, entre autres, c'est justement de ne pas tenir compte des enquêtes en population de l'Insee, mais seulement des chiffres de l'administration...

C'est exactement ça, chez Gérard Darmanin comme chez d'autres comme Gilles Clavreul par exemple, sans parler de l'extrême droite évidemment.

Qu'est-ce qui explique alors la stabilité des chiffres de l'Insee ?

Le temps de la société n'est pas le temps politico-médiatique. Ce dernier est centré sur l'hyper-présent, l'urgence.

Les politiciens n'ont pour horizon temporel que la prochaine élection, quand ce n'est pas le prochain sondage. La plupart des journalistes pensent au jour le jour, au mieux la semaine. La société, elle, a son propre rythme, sur un temps beaucoup plus long comme le rythme générationnel. Un certain nombre de gens oublie ça.

L'Ifop a sorti un sondage cette semaine intitulé « Les Français, la montée de l'insécurité et «l'ensauvagement» de la société », où le chiffre principal est : « 70% des Français jugent justifié le terme «d'ensauvagement» pour qualifier l'évolution de la violence et de la délinquance en France ». Le politique a gagné la bataille de la vérité.

Ça sera toujours comme ça avec les questions d'opinion générale dite d'actualité. Ce type de sondage suscite des réponses d'un grand conformisme. Les gens entendent ça partout et ils se disent « oui, tout le monde à l'air de dire ça alors je le dis aussi ». L'erreur consiste à croire que cela correspond à leur vie personnelle, qu'il s'agit d'un sentiment d'insécurité personnel. Une chose est de demander aux gens s'ils croient que la société en général est plus violente, si ensauvagement est un terme justifié, etc. Une autre chose complètement différente est de leur demander si, dans leur vie personnelle, ils ont de plus en plus peur de sortir se promener par exemple. Quand on pose ce type de

questions, on s'aperçoit que 85% des gens n'ont pas peur. Il y a une différence de nature entre des questions générales, impersonnelles, qui renvoient au débat public du moment, qui provoque un réflexe de conformisme chez la plupart des gens, et des questions personnelles où la plupart des gens ne se disent pas concernés.

Qu'est-ce que ça vous fait que tant d'années de recherche sur les faits, la réalité, puissent être balayé aussi facilement par un mot d'un ministre ?

Ça a un côté un peu déprimant, désespérant. On paie des gens pour faire de la recherche et on se moque du résultat de leur travail. Voilà.

● ENTRETIEN PAR LOÏC LE CLERC

Katia Dubreuil

« Avec Macron, il y a une régression de la place de la justice dans la démocratie »

Après la nomination d'Eric Dupond-Moretti au poste de ministre de la justice, quels horizons pour les magistrats ? On en parle avec Katia Dubreuil, présidente du Syndicat de la Magistrature.

Sur le premier discours d'Eric Dupond-Moretti en tant que Garde des Sceaux

« Ce premier discours a montré qu'Eric Dupond-Moretti ne sera pas dans la même posture en tant que Garde des Sceaux qu'en tant qu'avocat de la défense, ce qui est tout à fait naturel. »

« Lorsque le Président de la République choisit Eric Dupond-Moretti comme Garde des Sceaux, qu'il fait descendre la justice au 10e rang protocolaire, il n'envoie pas un message particulièrement serein aux magistrats. »

« La place de la justice dans la politique gouvernementale depuis le début de son mandat n'est pas forcément une priorité et il n'y a pas eu d'évolution positive dans les équilibres institutionnels. »

« Il y a des choses qu'Eric Dupond-Moretti a pu soutenir en tant qu'avocat qui peuvent être intéressantes. Mais

surtout, les déclarations qu'il a pu faire en tant qu'avocat à titre privé ne présagent pas forcément de la politique qu'il va vouloir mettre en place en tant que Garde des Sceaux. »

Sur les trois premières années du mandat d'Emmanuel Macron

« Sur le plan de l'indépendance de la justice, depuis le début du mandat, il y a un certain nombre d'événements qui sont problématiques : la façon dont on choisit les procureurs de la République de façon assumée intuitu personae. »

« Même si on nous parle depuis le début du mandat de la réforme constitutionnelle, elle est totalement à minima. »

« Emmanuel Macron a rappelé, lors de la conférence de rentrée de la Cour de Cassation, que le procureur est un chaînon hiérarchique avec le pouvoir exécutif. »

« La réforme de Nicole Belloubet est

cohérente avec l'action globale du gouvernement par rapport au service public en général : volonté de régulation des flux, vision gestionnaire de la justice, pas de réhabilitation du magistrat, pas de réhabilitation de l'accès au droit des justiciable. »

« Il y a une régression de la place de la justice dans la démocratie qui se dessine depuis le début du mandat d'Emmanuel Macron. »

Sur les axes de travail du nouveau ministre de la justice

« Il y a un point de vigilance absolue : l'Ecole nationale de la magistrature car nous estimons que c'est une des choses qui fonctionne bien dans la justice. Elle donne une formation ouverte et diversifiée aux magistrats. »

« Il ne faut pas tant supprimer l'Ecole nationale de la magistrature qu'en se penchant sur les voies de recrutement pour permettre une encore plus grande diversification des profils. »

« Nous sommes par principe à la séparation des corps du parquet et du siège car nous pensons que ce n'est pas la bonne façon d'arriver à l'indépendance de la justice. »

Sur la réforme des enquêtes préliminaires

« Il faut un rééquilibrage de la procédure pénale pour réhabiliter les droits de la défense. »

« Au Syndicat de la magistrature, nous sommes toujours positionnés

sur des évolutions de l'enquête préliminaire permettant d'introduire du contradictoire, c'est-à-dire l'accès aux pièces de la procédure par la défense et pour permettre l'exercice d'un droit de recours. »

« Le problème d'une enquête préliminaire, c'est qu'il n'y a pas de limitation de durée : cela peut durer des années sans que personne ne le sache. »

« La fragilité du Parquet national financier, c'est la fragilité du parquet en général : les garanties d'indépendance ne sont pas suffisamment solides. »

« Avoir la tête du PNF, ça ne sert à rien : il faut des réformes de procédures et du parquet. »

Sur les conflits d'intérêts potentiels d'Eric Dupond-Moretti en tant que ministre de la justice

« Les remontées d'information des parquets vers le Garde des Sceaux sont un des éléments qui entament la confiance des citoyens envers la justice. »

« Par principe, nous demandons depuis des années les remontées d'information – d'autant que, depuis 2013, il n'y a plus d'instruction individuelle possible du Garde des Sceaux dans les affaires judiciaires. »

Sur la mise en place d'un système de responsabilité des juges

« Je ne sais pas trop ce que veut dire un système de responsabilité des juges parce qu'il existe déjà : si les juges

commettent des infractions, ils peuvent être sanctionnés et sur le plan disciplinaire, le Conseil supérieur de la magistrature peut être saisi lorsqu'il y a des manquements déontologiques. »

« Ce qui peut être examiné, c'est la manière dont les manquements peuvent être perçus lorsqu'ils se passent en juridiction et remontés au Conseil supérieur de la magistrature. »

« Lorsque les magistrats sont victimes de leur travail, ils n'ont pas les moyens de faire remonter une plainte. »

Sur l'antiféminisme d'Eric Dupond-Moretti

« Il faut séparer les propos d'un avocat pour défendre un client d'une pensée structurée. »

« Il est difficile de séparer un avocat qui va sur des plateaux télé pour défendre des parties privées : la défense se délocalise... »

« Manifestement, sur le droit des femmes, des propos ont pu heurter. »

« Au Syndicat de la magistrature, on n'était pas pour la création d'une infraction d'outrage sexiste. Pas parce que l'on trouve que c'est bien que les femmes se fassent siffler dans la rue – c'est insupportable – mais parce que la réponse pénale en la matière n'était pas adéquate (...) Il faut arrêter de vouloir réguler l'ensemble des questions sociales ou sociétales par le droit pénal. »

Sur la nomination de Gérald Darmanin en tant que ministre de l'Intérieur alors qu'il est visé par une plainte pour viol

« Quand une personne est en responsabilité et qu'elle fait l'objet d'une plainte, on ne peut pas considérer de façon tranchée que la personne doit partir. Sinon il suffit de trouver que quelqu'un dépose une plainte pour se faire discréditer : le principe de présomption d'innocence est important. »

« Le fait que dans le nouveau gouvernement, plusieurs personnes mises en examen soient nommées, c'est un signal que la probité n'est pas vraiment importante pour eux. »

Sur la lettre ouverte de Jean-Luc Mélenchon au Garde des Sceaux qui « forme le vœu que, conformément à [ses] déclarations d'entrée en fonction, [il] exige la conclusion de l'enquête trop longue, abusive et ridicule » à son encontre

« C'est formellement interdit, comme chacun le sait. »

« La plupart de nos responsables politiques devraient vraiment aller faire un tour dans les tribunaux ou à minima connaître les grands principes fondamentaux de l'Etat de droit et la séparation des pouvoirs pour arrêter de dire beaucoup d'âneries. »

ENTRETIEN PAR PABLO PILLAUD-VIVIEN

